

**ACTION DES 3 ET 4 AVRIL 2018**

MANŒUVRES ET COUPS TORDUS !

Face à l'ampleur de la manifestation du 22 Mars 2018 avec plus de 40 000 cheminots à Paris et dans la perspective des mobilisations des prochaines semaines, la Direction du GPF et le gouvernement distribuent les coups tordus.

Dans les métiers de l'exploitation, de la vente, de l'escale, au FRET ou de la Circulation, ils tentent de manœuvrer en coulisses pour peser sur les mouvements de grève annoncés.

Cependant, les cheminots restent mobilisés et déterminés à gagner !

Entre les rumeurs distillées grossièrement via les réseaux sociaux et les « vraies fausses » notes d'information qui auraient prétendument fuité, la Direction multiplie les manœuvres pour tenter de dissuader les cheminots de s'inscrire massivement dans les mobilisations à venir.

Tous les coups sont permis ! Campagnes de désinformation, stigmatisation des cheminots, pressions sur l'encadrement, menaces de répression pécuniaire sur les grévistes et même abandon de grands principes de sécurité.

Cependant, personne n'est dupe !

Finalement, cette stratégie n'a eu pour conséquence que d'exacerber les tensions et de révéler un peu plus une Direction et un gouvernement aux abois, capables des manipulations les plus sombres.

DII, des modifications à dessein !

Dès novembre 2017, alors que les attendus du rapport SPINETTA préfiguraient déjà du contenu du projet gouvernemental, la Direction du GPF préparait le terrain d'une réforme dévastatrice en élargissant le périmètre des cheminots soumis à Déclaration Individuelle d'Intention (DII) afin de taire la contestation.

Ainsi, elle a étendu le champ des DII aux métiers de l'Escale, COE, COV, de l'information voyageurs, des régulateurs, des chefs circulation...

Selon les établissements, elle est même allée jusqu'à restreindre les modalités de transmission des DII et les limiter dans le temps (en excluant certaines périodes comme la nuit et/ou les week-ends).

Pour autant, au-delà des interrogations naturelles des cheminots à propos des différentes modalités, les mobilisations qui ont suivi ces modifications n'ont pas faibli et ont douché les intentions de nuire de la Direction.

Pour la CGT, les modalités de transmission des DII ne doivent en aucun cas conduire à limiter les possibilités d'inscription des cheminots dans l'action. Les cheminots doivent pouvoir transmettre leur DII, 7jrs/7jrs et 24h/24h. Toute limitation à ce principe restreint le droit de grève.



Menaces, pressions et désinformation !

La diffusion sur les réseaux sociaux d'un faux projet de note de la Direction fait partie de cette stratégie de communication et de désinformation.

En effet, en menaçant directement les cheminots grévistes de sanctions pécuniaires, cette note a comme seul objectif de dissuader les cheminots de se mobiliser. Pourtant, la Direction n'a aucun moyen légal d'appliquer de telles sanctions.

De la même veine, la Direction multiplie les campagnes de promotion du rapport SPINETTA. La Direction porte sans aucun complexe le projet gouvernemental de réforme du système ferroviaire ou plutôt de statu quo libéral.

D'ailleurs, le soir-même de la parution des conclusions du rapport SPINETTA, la Direction s'est empressée de diffuser un document d'informations « vrai-faux », véritable éloge du projet gouvernemental. Puis elle a inondé tous les vecteurs de communication avec une campagne de promotion et de propagande gouvernementale.

Pour l'essentiel, ce projet condamne près de 9000 kilomètres de lignes à plus ou moins longue échéance, expose le GPF en 2 sociétés à capitaux publics (première phase d'une privatisation), acte l'abandon des recrutements à statut et le transfert de personnel vers des entreprises privées.

En réalité, Gouvernement et Direction coécrivent un projet de destruction du service public de transport ferroviaire qui impacte tous les métiers de l'exploitation.

Il est très difficile de faire une liste exhaustive des mauvais coups donnés dans la période par la Direction. D'autant que, çà et là, certaines directions d'établissement zélées n'hésitent pas à ajouter leur pierre à l'édifice en manœuvrant d'autres leviers pour nuire à la mobilisation des cheminots.

Qu'ils s'agissent de la vente, de l'escale, du FRET et de la circulation, les cheminots de tous les collèges subissent au quotidien cette pression et ces campagnes de désinformation.

Cependant, l'acharnement de ces Directions et de ce gouvernement à multiplier les mauvais coups, révèle que cette mobilisation des cheminots s'annonce d'ores et déjà de grande ampleur et notamment dans les métiers de l'exploitation.

Des « informateurs » pour remplacer les agents circulation ! Une sécurité dégradée !

Au regard de la mobilisation annoncée sur le périmètre circulation, certaines Directions d'EIC comptent prendre des mesures radicales en fermant les postes d'aiguillage au service de la circulation.

Pour réaliser une partie du plan de transport, ces Directions souhaitent mettre en place des « informateurs » à la place des agents circulation des postes d'aiguillage fermés.

Leur rôle étant, par exemple, de transmettre les informations d'évènements sécurité issus des communications via des téléphones de voie ou de passage à niveau. Ces agents n'auront aucune formation sécurité et aucune habilitation.

La Direction a donc clairement fait le choix de sacrifier la sécurité en ajoutant une étape supplémentaire dans la transmission d'information, et donc en différant la prise de mesures d'urgence pour arrêter et retenir les trains en cas d'incident.

La CGT appelle le Gouvernement à se ressaisir et, s'agissant de la SNCF, à ouvrir dans les plus brefs délais des négociations sur les 8 thèmes revendicatifs identifiés par l'intersyndicale pour l'avenir du service public ferroviaire.

**TOUS EN GRÈVE
LES 3 ET 4 AVRIL PROCHAINS !
Pensez à déposer vos DII.**